Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie,
de la formation et de la recherche DEFR
Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

Promouvoir une croissance respectueuse du climat

L'engagement du SECO dans le cadre de la coopération économique au développement

Table des matières

- Le changement climatique, un défi pour le développement économique 4
- Le rôle du SECO 5
- Champs d'action 6
  - Promouvoir l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables 8
  - Gérer les ressources naturelles de façon durable 10
  - Renforcer les mécanismes financiers et de marché innovants 12
- Efficacité 14
  - Informations supplémentaires 14

Contact:
Secrétariat d'Etat à l'économie SECO
Coopération et développement économiques
Holzikofenweg 36
CH-3003 Berne
www.seco-cooperation.ch
info@seco-cooperation.ch
Tél. + 41 58 464 09 10

Année de parution: 2014

Le changement climatique, un défi pour le développement économique

Tempêtes, inondations, sécheresses, recul des glaciers: le changement climatique a aujourd'hui déjà des effets visibles dans le monde entier. Les pays en développement sont particulièrement touchés par ses répercussions. Parallèlement, ils contribuent de plus en plus à l'émission de gaz à effet de serre, étant déjà responsables de plus de la moitié des émissions mondiales. Afin de limiter efficacement le réchauffement climatique, les pays en développement et les pays émergents doivent, tout comme les pays industrialisés, multiplier leurs efforts pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) les appuie dans le cadre de la coopération économique au développement.

Les répercussions du changement climatique mettent en péril les progrès réalisés ces dernières décennies en matière de lutte contre la pauvreté. Les événements climatiques extrêmes endommagent souvent les infrastructures et les installations de production et provoquent des manques à gagner dans l'agriculture et la sylviculture. Ils engendrent des coûts élevés, ce qui peut entraîner une aggravation de la pauvreté. Le principal défi de la politique du développement consiste donc à créer les conditions permettant aux pays en développement d'atteindre une croissance porteuse de progrès et à même de résister aux conséquences inévitables du changement climatique (croissance résiliente au changement climatique). Dans le même temps, les économies des pays en développement doivent croître tant que possible dans le respect de l'environnement, et du climat en particulier (croissance à faible intensité de carbone).

Le rôle du SECO

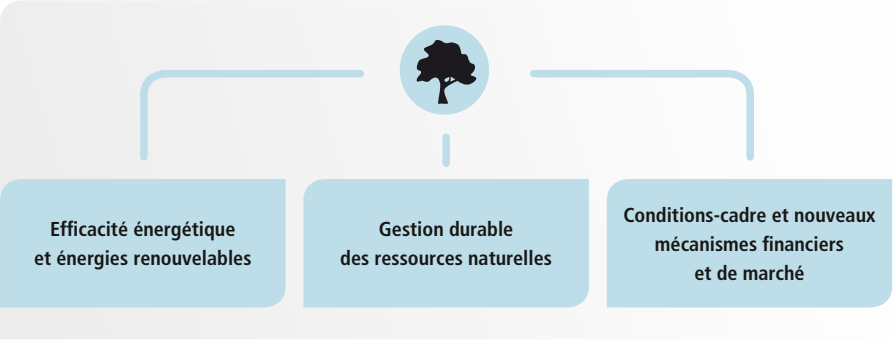
L'objectif supérieur de la coopération internationale de la Suisse est de favoriser le développement durable de sorte à réduire la pauvreté et les risques globaux, comme le changement climatique. Le SECO, avec sa coopération économique au développement, contribue à la réalisation de cet objectif en soutenant une croissance respectueuse du climat qui réduit la pauvreté dans ses pays partenaires. Le message du Conseil fédéral concernant la coopération internationale de la Suisse 2013-2016 fait de l'encouragement d'une croissance respectueuse du climat l'un des cinq thèmes prioritaires de la coopération économique au développement du SECO.

La croissance économique et la protection du climat ne sont pas contradictoires, elles peuvent se renforcer l'une l'autre. Cela vaut pour l'économie nationale, comme pour les entreprises. Des voies de développement respectueuses du climat assurent non seulement les moyens de subsistance aux générations actuelles et futures, mais elles permettent également l'utilisation efficiente de précieuses ressources naturelles et ouvrent de nouveaux domaines d'activité porteurs. Ces deux aspects contribuent à l'amélioration des conditions de vie de la population dans les pays en développement.

Dans ses actions en faveur du climat, le SECO met l'accent sur la réduction des gaz à effet de serre (mitigation). Il soutient également des mesures ciblées visant à permettre aux pays partenaires de s'adapter à l'évolution du changement climatique (adaptation). Il travaille en étroite collaboration avec des partenaires tels que les banques multilatérales de développement et d'autres organisations internationales. Le SECO met non seulement en œuvre des projets concrets, mais il mène aussi un dialogue sur les thèmes liés au climat avec les décideurs et les parties prenantes, dans ses pays partenaires. En outre, au niveau international, il prend activement part à la mise au point de stratégies et de programmes consacrés au climat au sein d'institutions internationales comme la Banque mondiale.

Champs d'action

L'approvisionnement énergétique est le secteur qui produit le plus d'émissions de gaz à effet de serre; l'industrie, la sylviculture, l'agriculture et les transports en sont d'autres sources importantes. C'est pourquoi la promotion de l'efficience énergétique et des énergies renouvelables ainsi que la gestion durable des ressources naturelles comptent au nombre des priorités de la coopération économique au développement du SECO dans le domaine du climat. Le renforcement de nouveaux mécanismes financiers et de marché représente un autre champ d'action dans le domaine du climat.



Dans ces trois champs d'action, différents instruments et mesures sont mis en œuvre selon le projet et le contexte: investissements, aide au financement initial, prestations de conseil, dialogue politique ou encore transfert de technologie et développement des capacités.

Promouvoir l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables

■ Le secteur de l'énergie est la principale source des émissions de gaz à effet de serre. Une utilisation parcimonieuse de l'énergie joue donc un rôle clé dans la lutte contre le changement climatique. Pour accroître l'efficacité énergétique, il faut commencer par optimiser la production et la consommation d'énergie. Par ailleurs, il est urgent de limiter l'utilisation des énergies fossiles et de recourir de plus en plus à des énergies renouvelables comme les énergies solaire et éolienne, la biomasse et la géothermie.

Le SECO contribue à l'augmentation de l'efficacité énergétique et à l'expansion des énergies renouvelables en accordant des subventions, en améliorant les conditions-cadre et en fournissant des prestations de conseil professionnelles. Il met particulièrement l'accent sur l'utilisation durable de l'énergie dans le contexte urbain, par exemple dans les domaines de la mobilité, de l'approvisionnement en eau, de l'élimination des eaux usées, et de la gestion des déchets. Cet aspect est important car de nos jours environ 70% des émissions de CO_2 mondiales proviennent des villes.

Au niveau multilatéral, le SECO soutient différentes initiatives, comme le Programme pour une production propre et économe en ressources de l'ONUDI. Ce programme déployé dans les pays en développement ou en transition vise à utiliser les ressources de manière plus efficiente dans la production industrielle et à améliorer l'écobilan des entreprises, contribuant ainsi à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Exemple: gestion durable de l'énergie – le cas de Vinnitsa, en Ukraine

■ L'Ukraine est l'un des pays utilisant le plus d'énergie au monde; elle a un énorme potentiel d'amélioration en matière d'efficacité énergétique. L'infrastructure de chauffage régionale est souvent en mauvais état, les émissions de gaz à effet de serre sont importantes et l'efficacité énergétique quasi inexistante. C'est pourquoi le SECO soutient les efforts de la municipalité de Vinnitsa, au sud-ouest de l'Ukraine, pour accroître son efficacité énergétique et finance la rénovation du système de chauffage municipal. Il aide aussi Vinnitsa à devenir une ville plus durable et soutient des mesures d'accompagnement, comme l'introduction du modèle des Cités de l'énergie et une meilleure gestion du service public chargé du chauffage en vue de promouvoir des politiques économisant l'énergie et évitant les émissions de gaz à effet de serre.

Exemple: promouvoir les énergies renouvelables grâce à la coopération multilatérale

■ Le SECO soutient à hauteur de 26 millions de dollars le programme de valorisation à grande échelle des énergies renouvelables *(Scaling-Up Renewable Energy Program, SREP)* des fonds d'investissements climatiques de la Banque mondiale dans les pays à faible revenu. La Suisse et dix autres pays donateurs ont accordé des prêts ou contribué au capital du SREP, qui se trouve ainsi doté d'environ 550 millions de dollars. Actuellement, le SREP soutient huit pays pilotes (Ethiopie, Honduras, Kenya, Libéria, Maldives, Népal et Tanzanie) dans leurs efforts pour valoriser les énergies renouvelables à grande échelle et démontrer la viabilité des voies de développement à faible intensité de carbone. En accordant des prêts et en contribuant au capital des pays pilotes afin de soutenir leurs plans d'investissements, préalablement approuvés, dans les énergies renouvelables, le SREP vise à mobiliser des fonds supplémentaires provenant du secteur privé, des banques multilatérales de développement, d'autres agences de développement et des gouvernements locaux pour porter l'effet levier à 6,4. Disposant de 340 millions pré-alloués aux huit plans d'investissement soutenus, le SREP devrait mobiliser 2,2 milliards supplémentaires en faveur de projets et de programmes dans les domaines de la biomasse, de la géothermie, de la production d'énergie hydraulique, solaire et éolienne et de leurs infrastructures.

Gérer les ressources naturelles de façon durable

La destruction de la forêt tropicale, le changement d'affectation anarchique des terres et l'intensification de l'agriculture et de l'élevage sont, avec la consommation d'énergie, les causes principales de l'augmentation de la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. En outre, les forêts tropicales continuent de subir les conséquences du changement climatique, qui se traduisent par une hausse des températures et des conditions météorologiques extrêmes.

Le SECO promeut la gestion durable des forêts tropicales car celles-ci sont d'importants puits de carbone. Il soutient notamment la mise au point de mécanismes mondiaux qui créent des incitations économiques pour la protection des forêts. De plus, il prend part à des initiatives qui ont pour objectif d'instaurer des standards de durabilité internationaux pour les matières premières renouvelables, par exemple, le bois tropical, mais aussi le cacao ou le coton.

Exemple: gestion durable de la forêt tropicale

La déforestation massive de la forêt tropicale détruit des écosystèmes uniques et l'habitat de peuples indigènes; elle est également responsable dans une large mesure du rejet de carbone, jusque-là prisonnier des arbres et du sol. Dans ce contexte, le Fonds de partenariat pour le carbone forestier créé par la Banque mondiale soutient les pays comme l'Indonésie ou le Ghana dans l'application de mesures appropriées visant à conserver leur forêt tropicale et à la gérer de façon durable. La mise au point d'une stratégie nationale en associant la population locale au processus fait partie de ces mesures. Le SECO, qui a contribué dès le début à mettre sur pied cette initiative, y participe activement.

Exemple: promotion du commerce de produits naturels au Vietnam

Le Vietnam dispose de nombreux ingrédients naturels avec plus de 4000 espèces qui peuvent être utilisées comme matière première dans les industries pharmaceutique, cosmétique et alimentaire. Cependant, la transformation économique rapide qu'a connue le Vietnam a entraîné une surexploitation des forêts et accru la pression sur les terres agricoles, ce qui a conduit à la déforestation et à une perte importante de biodiversité. Pour inverser cette tendance préoccupante, le SECO a lancé un projet au Vietnam visant à promouvoir le développement durable dans le secteur des ingrédients naturels. Se basant sur les principes et les critères du commerce bio, le projet vise à augmenter les retombées économiques directes créées par la forêt, ce qui inciterait fortement la population à endiguer la déforestation. En générant un revenu durable pour la population vivant dans la forêt et aux alentours, le projet contribue également à lutter contre la pauvreté.

Renforcer les mécanismes financiers et de marché innovants

Pour que la protection climatique soit efficace sans être trop onéreuse, il faut que les solutions répondent aux besoins du marché. Si elles sont bien conçues, ces solutions incitent à investir dans les mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à s'adapter au changement climatique. Le SECO soutient donc le développement et l'utilisation de mécanismes financiers et de marché en matière de protection du climat.

Dans le cadre du Partenariat pour le développement des marchés du carbone de la Banque mondiale, le SECO soutient les pays en développement ou en transition dans l'élaboration d'un système d'échange de quotas d'émission national ou régional et dans l'introduction de taxes sur le CO_2. En outre, le programme aide les pays en développement à mettre en place le cadre institutionnel et technique nécessaire, afin que ces pays puissent participer dans de bonnes conditions au commerce international des certificats d'émissions. Cela permet de mieux associer les pays en développement aux efforts internationaux en matière de préservation du climat et de promouvoir le transfert de capital et de technologie.

Le SECO soutient les autorités et les acteurs privés dans les pays en développement, comme les PME ou les banques, afin que ceux-ci prennent davantage en considération les opportunités et les risques liés au changement climatique dans leurs décisions en matière d'investissement. Par ailleurs, il participe activement au Fonds vert pour le climat (Green Climate Fund), aux côtés de la Direction du développement et de la coopération (DDC) et de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV). A l'avenir, ce nouveau mécanisme de financement multilatéral contribuera grandement à la protection du climat dans les pays en développement.

Exemple: conseils aux preneurs de crédit du Fonds pour l'accès à l'énergie

Aujourd'hui, dans les pays en développement, plus de 1,3 milliard de personnes n'ont pas accès à l'électricité et utilisent des combustibles fossiles, comme le charbon ou l'essence, pour s'éclairer ou cuisiner, ce qui a de lourdes conséquences sur elles et sur l'environnement: cette pratique est responsable du rejet de plus de 200 millions de tonnes de CO_2 par an et les combustibles utilisés sont dangereux pour la santé. Ces dernières années, le marché des produits d'éclairage et des produits permettant de cuisiner qui fonctionnent sans être reliés au réseau électrique, mais en utilisant principalement les énergies renouvelables a fortement progressé. Cependant, nombreux sont les fabricants de ces produits innovants qui ne bénéficient guère de crédit dans leur pays car ils sont encore relativement jeunes et ne peuvent pas présenter de garanties. Le Fonds pour l'accès à l'énergie créé en 2014 par ResponsAbility, un gestionnaire de fonds suisse spécialisé dans les secteurs pertinents pour le développement durable, octroie des crédits à de telles entreprises et les conseille dans la mise en place fructueuse et efficiente de leurs canaux de vente et de leur stratégie de management. Le SECO soutient à hauteur de 500 000 francs l'offre de conseil (assistance technique) de ce fonds dotés de 30 millions de dollars. Dans les trois prochaines années, ce fonds devrait permettre à environ 80 millions de personnes dans le monde d'obtenir des produits ne nécessitant pas d'accès au réseau électrique et qui sont moins dangereux pour l'environnement, ce qui permettra de réduire les rejets de CO_2 de 6 millions de tonnes.

Exemple: formules d'assurance contre les conséquences des catastrophes naturelles

Depuis 2011, la Banque mondiale et le SECO mettent en œuvre le Programme de financement et d'assurance du risque de catastrophe *(Sovereign Disaster Risk Financing and Insurance, DRFI)*, qui a pour objectif de mieux préparer les pays à revenu intermédiaire aux catastrophes naturelles. Ce programme offre aux pays en développement une assistante technique et des prestations de conseil leur permettant de mieux comprendre et évaluer les conséquences des catastrophes naturelles afin de mieux y faire face. Il s'appuie sur cinq piliers: modélisation des risques de catastrophe, estimation des conséquences économiques et budgétaires des catastrophes naturelles, analyse des finances publiques du point de vue de leur capacité à faire face à une catastrophe naturelle, examen du cadre réglementaire des assurances contre les catastrophes naturelles et développement des capacités afin de mettre en œuvre une stratégie complète de financement et d'assurance du risque de catastrophe (DRFI) dans le pays partenaire. Par exemple, en Colombie, une stratégie DRFI complète a été introduite dans le cadre de la gestion de la dette et des instruments d'aide à la décision ont été développés afin de mieux évaluer les risques des catastrophes naturelles et de prévoir des mesures pour y faire face.

Efficacité

Le SECO attache une grande importance à l'efficacité et à l'efficience de ses activités. Un suivi permanent et des évaluations régulières permettent de déterminer dans quelle mesure les projets mis en œuvre poursuivent des objectifs adéquats, si les résultats espérés sont atteints, si les moyens à disposition ont été utilisés de façon efficiente et si l'action de développement continue de produire des effets bénéfiques après la fin de l'intervention. Les observations et les recommandations issues du suivi et des évaluations sont intégrées dans les projets en cours et servent de bases aux adaptations du portefeuille de projets.

Le SECO et la DDC ont délivré un mandat commun pour faire évaluer de manière indépendante l'efficacité des activités de la coopération internationale de la Suisse en matière de lutte contre le changement climatique et d'adaptation à ses conséquences depuis 2000. Le rapport sur le climat publié en 2014 donne un aperçu complet des contributions effectives du SECO en faveur d'une croissance respectueuse du climat.

Informations supplémentaires:

- Concernant la coopération et le développement économiques
- Concernant le Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FPCF)
- Concernant le programme de valorisation à grande échelle des énergies renouvelables
- Concernant le Partenariat pour le développement des marchés du carbone

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie,
de la formation et de la recherche DEFR
Secrétariat d'Etat à l'économie SECO